



L'exécutif a essuyé lundi un revers majeur avec le rejet surprise du projet de loi sur l'immigration, une déroute personnelle pour le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin qui portait le texte. Photo AFP/Ludovic Marin

A droite / La revanche des Républicains

Quarante députés Les Républicains (LR) ont voté la motion de rejet préalable. Onze se sont abstenus et deux ont voté contre. Le vote des députés de droite est sans ambiguïté dans l'opposition à Emmanuel Macron et à son gouvernement. C'était leur but.

« Nous revenons au texte du Sénat. C'est le sens de ce vote », explique Annie Genevard, oratrice LR pour ce projet de loi. Pour les LR, il était inconcevable de voir le texte voté au Sénat par la majorité de droite, détricoté par la macronie en commission, où ils ont pourtant peu siégé.

Ils avaient prévenu depuis des mois et même menacé d'une motion de censure en cas de 49.3. La semaine dernière, les pontes du parti avaient convoqué la presse pour le répéter et mettre la pression, une dernière fois. Olivier Marleix (président des députés LR à l'Assemblée), Bruno Retailleau son homologue au Sénat, Annie Genevard et Éric Ciotti, président du parti, avaient montré les muscles. Déterminés.

« Le texte de Gérald Darmanin est sans ambition, il ne règle rien. Il n'est ni à la hauteur de l'enjeu, ni à la hauteur de la gravité de la situation », avait tancé Éric Ciotti, répétant les éléments



Olivier Marleix, président du groupe LR à l'Assemblée, Éric Ciotti, le président du parti, et Annie Genevard, oratrice LR pour ce projet de loi, ont mis la pression. Photo AFP/Ludovic Marin

de langage du RN. Ils ont tenu parole, jusqu'à voter la motion de rejet présenté par les Écologistes, œuvrant par là même à provoquer une crise politique. Ce n'est pas pour leur déplaire. Darmanin, ex-LR, est considéré comme un traître par certains.

Pari politique

C'est un pari politique, mais il est risqué. « Ils jouent leur vie politique avec ce texte. Il n'y a pas d'espace politique pour eux. Ont-ils envie d'avoir un avenir politique ? Marine Le Pen ne les sauvera pas », prévenait avant le vote,

une députée Renaissance issue de la droite.

Pari risqué aussi car les électeurs LR sont majoritairement en faveur de ce projet de loi immigration, à l'unisson d'ailleurs des Français. « Les concitoyens avaient envie d'une avancée », regrette Fabien Di Filippo, député LR de Moselle, qui s'est abstenu.

« Je suis convaincu qu'il fallait débattre, continuer à obtenir des avancées sur un sujet aussi important pour notre pays, en dehors des petits jeux politiques », ajoute Alexandre Vincendet (Rhône), l'un des deux députés

LR à avoir voté contre le projet. « Un parti de gouvernement ne doit jamais tomber dans la politique du pire, encore moins voter avec les extrêmes », prévient ce député réputé proche de la majorité.

S'opposer à la réforme des retraites et à un texte immigration alors même que ce sont deux items de droite sera-t-il payant électoralement ? C'est le calcul de LR à six mois des élections européennes où ils sont pour l'instant très largement distancés par le RN et par la majorité.

● Nathalie Mauret

A suivre... ► Quel avenir pour le texte ?

Désormais, ce projet de loi immigration va continuer son chemin institutionnel, avec trois possibilités pour le gouvernement. « Soit arrêter le texte », même si cette tendance n'était pas la plus probable, Emmanuel Macron ayant demandé à sa Première ministre et son ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin des propositions pour lever le « blocage ». Soit le gouvernement tranche pour « une nouvelle lecture au Sénat ». Troisième option : transmettre le texte à une commission mixte paritaire, réunissant députés et sénateurs.

« Nous verrons ce que nous déciderons », a déclaré Gérald Darmanin, affirmant que « le président de la République nous a demandé de trouver cette ligne de crête pour faire adopter des mesures fortes ».

De leur côté, les trois groupes du camp présidentiel (Renaissance-MoDem-Horizons), réunis par Élisabeth Borne, ont appelé lundi à ne pas retirer le projet de loi immigration et à poursuivre le « processus législatif [...] ». « Ce texte est nécessaire et attendu des Français », ont insisté les trois groupes dans un communiqué.